

# “Il faut intensifier la politique de retour des délinquants illégaux”

- Olivier Chastel, président du MR, durcit le ton sur la politique migratoire.
- Il rejette les appels à la “droitisation” du parti mais veut en faire évoluer la com’.

## “Il n’y aura pas de courant libéral-conservateur au MR”

Entretien Frédéric Chardon

**L**e président du MR, Olivier Chastel, remet l’église au milieu du village après plusieurs appels à la “droitisation” du parti. Le député et sénateur Alain Destexhe veut créer un courant interne fondé sur une doctrine libérale-conservatrice plus restrictive sur la question de l’immigration. Il avait été rejoint publiquement par Alain Courtois, premier échevin à Bruxelles et député MR.

**Y aura-t-il un courant libéral-conservateur au sein du MR?**  
Non.

**Le parti ne veut pas de courants internes ?**

Non, notre ligne est claire pour tout le monde et le Mouvement réformateur est un et unique. Il n’y aura aucun courant de quelque nature que ce soit. J’ai trente ans de militantisme et je revendique le fait que, avec la “suédoise” au fédéral, le parti n’a jamais connu un gouvernement qui traduise à ce point la doctrine libérale et nos programmes électoraux successifs. C’est vrai que le MR s’est concentré sur le socio-économique. Mais, en ce qui concerne la sécurité, la justice, l’immigration, le programme du gouvernement fédéral est aussi le programme qui est revendiqué par les libéraux. Nous n’avons sans doute pas assez assumé du côté francophone ce que fait le gouvernement fédéral dans des domaines où nous n’avons pas un ministre de tutelle issu de nos rangs. Donc, je vous le dis : nous assumons pleinement l’accord de gouvernement et la manière dont il est traduit. Y compris en matière d’immigration.

**Ce n’est pas juste un problème de communication mais de positionnement de base du MR, affirment certains.**  
L’expression d’une position plus à droite par certains,

j’ai toujours connu ça au PRL puis au MR. Le MR est un mouvement de centre droit. J’ai toujours connu des gens plus au centre et d’autres plus à droite. Nous en faisons assez facilement la synthèse. Le MR n’est pas la seule formation politique à avoir des gens plus au centre ou plus à gauche. Au CDH ou au PS, ne connaissent-ils pas des tendances internes ?

**Le parti va-t-il réaffirmer ses positions avant les campagnes électorales de 2018 et 2019 ?**

J’ai dit que nous assumions pleinement la politique de ce gouvernement. En matière de politique migratoire, je fais cependant clairement la distinction entre l’action du secrétaire d’Etat (Theo Francken, N-VA) et sa communication. Contrairement à la gauche en général, nous ne faisons preuve d’aucune naïveté. Faire de la Belgique une terre d’exception par rapport à ses voisins sur l’immigration sera une grave erreur. Nous sommes le 6<sup>e</sup> pays européen à accueillir le plus de demandeurs d’asile par habitant. Nous voulons absolument être une terre d’accueil comme la Belgique l’a toujours été mais nous voulons aussi être un état de droit. Et être un état de droit, cela implique d’assumer la politique de retour. Elle est indispensable si l’on ne veut pas créer un appel d’air dans notre pays.

**Renvoyer dans leur pays des migrants qui cherchaient un avenir meilleur en Europe, n’est-ce pas moralement difficile à assumer ?**

Nous assumons la politique de retour : en 2017, nous avons renvoyé dans leurs pays d’origine 11 000 personnes. Ça fait partie de l’équilibre indispensable. On ne peut pas penser que l’on puisse rester en Belgique que l’on obtienne ou pas l’asile. Non. La Belgique a des règles : on les respecte, on est accueilli, on est aidé, on est protégé, mais quand les règles ne sont pas respec-

tées, la politique de retour s'applique. Ces trois dernières années (2015, 2016 et 2017), on a renvoyé chaque année entre 1 500 à 1 700 délinquants illégaux. Il faut intensifier la politique de retour des délinquants illégaux. Ça veut dire créer plus de places en centres fermés. On s'y emploie, la capacité va être doublée. Et on doit continuer à négocier des accords bilatéraux avec les pays qui doivent reprendre leurs ressortissants illégaux et délinquants. On doit aussi combattre la renaissance frauduleuse de paternité de la part d'étrangers qui veulent séjourner dans notre pays. Et il faut lutter contre les unions de complaisance. Il faut être extrêmement sévère avec ceux qui abusent de la législation.

**Y a-t-il un risque de fracture au sein du parti sur ces sujets sensibles ? Il y a déjà eu beaucoup de remous sur le dossier des visites domiciliaires...**

Non, on est tous d'accord. Des expressions discordantes sont apparues sur les visites domiciliaires car un certain nombre de nos mandataires ont été impressionnés par des éléments avancés par nos adversaires politiques. Les visites domiciliaires sont le chaînon manquant dans une politique de retour efficace. Ce texte ne criminalise pas les hébergeants de bonne foi. Même s'il faudrait le dire plus clairement et le Premier ministre s'y emploie et va améliorer le texte.

## “Le Pacte d'excellence est le fruit d'un vulgaire compromis PS/CDH”

**Il n'y a pas que la migration. Le virage à droite espéré par certains aurait porté sur les enjeux économiques également. Le MR doit-il davantage incarner une droite libérale ? Par exemple, en demandant la limitation dans le temps des allocations de chômage, comme la N-VA ?**

Non, parce que le MR estime que l'allocation de chômage est une assurance et nous y tenons. La manière avec laquelle le fédéral diminue le taux de chômage et son coût global, c'est exactement ce qu'il faut faire. La meilleure sécurité sociale, c'est d'augmenter l'emploi. Et les résultats sont probants: 70 000 nouveaux emplois en 2017, 175 000 sur les trois premières années de législature, on va atteindre plus de 250 000 nouveaux emplois sur la durée de toute la législature... Supprimer le chômage

dans le temps, c'est faire retomber une partie de notre population dans un état de dépendance encore plus grand : celui à l'égard des CPAS, et du revenu d'intégration sociale.

**Bref, à vous entendre, le libéralisme social a toujours la cote au MR...**

Sous Di Rupo, on a entamé une politique vers la dégressivité des allocations. Ça, c'est une bonne politique. Elle permet de faire prendre conscience à ceux qui tombent dans le système du chômage qu'ils doivent s'efforcer de réintégrer le marché du travail. Deux parlementaires de la N-VA avaient mis sur la table du Parlement la limitation dans le temps des allocations de chômage. Le MR a dit “onbespreekbaar”. Ce n'est pas notre philosophie.

**L'enseignement inquiète également les partisans d'une droitisation. Ils semblent allergiques au Pacte d'excellence.**

Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Mais je ne suis pas sûr que tout ce qui se trouve dans le Pacte sera de nature à améliorer l'enseignement. La réforme de l'enseignement doit tourner autour de quelques principes forts comme l'apprentissage des matières de base: savoir lire, écrire, calculer, l'apprentissage des langues étrangères; mais aussi la vulgarisation du numérique et les sciences du numérique, la manière dont on redonne enfin de l'espace et de l'air à nos enseignants et les directeurs d'établissement... Malheureusement, ce Pacte d'excellence ne rencontre pas tous ces objectifs. Notamment en matière d'autonomie des directions. Et je suis convaincu que l'allongement du tronc commun est une très mauvaise chose. Maintenir un an de plus dans le système général et global des jeunes qui, irrémédiablement, ne s'y sentent plus en adéquation et pour lesquels on pourrait utiliser l'enseignement qualifiant en adéquation avec les besoins de notre économie, n'est pas la bonne solution.

**Le MR réclamera la suppression du pacte en 2019 en cas de retour au pouvoir en Fédération Wallonie-Bruxelles ?**

Ce Pacte d'excellence n'est jamais que le fruit d'un vulgaire compromis entre le PS et le CDH. En 2019, nous remettrons tout à plat et le MR regardera ce qui peut être changé ou amélioré à ce sujet.